

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

6 juin 2012 | *Le Droit* | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

L'ontario adopte une loi contre l'intimidation à l'école

Le gouvernement libéral de Dalton McGuinty a gagné son pari de faire adopter son projet de « Loi pour des écoles tolérantes » avant la fin de la session parlementaire à Queen's Park, afin que la nouvelle loi entre en vigueur dès la prochaine rentrée scolaire, en septembre.

Hier, les députés de l'Ontario ont voté à 65 contre 36 en faveur de la nouvelle loi, qui impose aux conseils scolaires et aux directions d'écoles des obligations de prévenir l'intimidation, de faire subir des conséquences plus sévères pour les actes d'intimidation et de soutenir les élèves qui souhaitent faire la promotion de la compréhension et du respect.

« Nous avons tous un rôle à jouer dans la création d'un climat scolaire positif et dans la prévention des comportements inappropriés comme l'intimidation, la violence sexiste et les actes d'intimidation basés sur l'homophobie, le handicap, la race et le sexe dans nos écoles », a déclaré Laurel Broten, la ministre de l'Éducation.

Les libéraux minoritaires ont pu compter sur l'appui de députés néo-démocrates pour faire passer leur projet de loi en troisième et dernière lecture.

L'opposition progressisteconservatrice de Tim Hudak a fait volte-face, accusant le gouvernement de fomenter un débat sur la pertinence des conseils scolaires catholiques en les dépeignant comme des homophobes. « C'était de la provocation pure et simple. Maintenant, ça risque de finir devant les tribunaux », s'est indignée la députée Lisa MacLeod.

Les progressistes-conservateurs avaient eux aussi déposé un projet de loi contre l'intimidation à l'école, en même temps que les libéraux, l'automne dernier. Très peu d'éléments en ont été retenus, a déploré Mme MacLeod au Droit. « Les libéraux ont dit qu'ils combinaient les deux projets de loi et ils ont menti. Pourtant, notre projet de loi faisait davantage l'unanimité auprès des éducateurs, des parents et des associations qui luttent contre l'intimidation. Nous allons donc le garder en réserve et l'inclure dans notre prochain programme électoral ».

La nouvelle loi obligera toutes les écoles de l'Ontario à permettre la formation de groupes de soutien pour les élèves homosexuels, retirant du même coup aux directions d'écoles leur droit de regard sur la formation et l'appellation de tels clubs. Des conseils catholiques et des leaders religieux comme l'archevêque de Toronto, Mgr Thomas Collins, ont vivement dénoncé cette disposition de la loi, accusant le gouvernement d'aller trop loin et de bafouer leurs valeurs.

Le premier ministre McGuinty a rétorqué que l'intimidation à l'école est un enjeu qui transcende les religions et les idéaux politiques. Plus de 60 % des élèves ontariens disent avoir été témoins d'intimidation à l'endroit de camarades homosexuels.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.


[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Quatre conférencières invitées à prendre la parole aux cérémonies de remise des diplômes de La Cité collégiale



Photo : Archives

Publié le 5 Juin 2012
Benjamin Vachet 

Dans le cadre des cérémonies de remise des diplômes de La Cité collégiale, des conférencières sont invitées à partager leurs parcours et réflexions personnelles avec les diplômés. Cette année, La Cité collégiale accueille quatre conférencières activement impliquées au sein de la communauté.


Sujets : [Institut des sciences](#) , [Institut des services d'urgences](#) , [Fondation du cancer](#) , [Canada](#) , [Haïti](#) , [Région d'Ottawa](#)

Le mercredi 6 juin durant la cérémonie de l'Institut des sciences de la santé et de l'Institut des services d'urgences, à 13h30, Myrtha Lapiere, infirmière et éducatrice, s'adressera aux diplômés. Originnaire d'Haïti, Mme Lapiere s'est dirigée vers le Canada pour poursuivre ses études en soins infirmiers. Elle a fait partie de plusieurs mouvements de collecte de fonds afin d'envoyer de l'équipement médical en Haïti.

En soirée, à 19h30, Louise Logue, juge de paix, s'adressera aux étudiants de Sciences humaines, Formation continue et La Cité des affaires. Mme Logue croit fortement en l'avenir de la jeunesse. En 2008, Mme Logue reçoit le prix de Bâtisseur communautaire Elle a consacré une grande partie de sa vie à venir en aide aux jeunes en difficulté.

Le jeudi 7 juin, à 13h30, Linda Eagen, présidente et directrice générale de la Fondation du cancer de la région d'Ottawa prendra la parole durant la cérémonie de l'École d'administration, d'hôtellerie et de tourisme, ainsi que de l'Institut des métiers. Elle compte plus de 20 ans d'expérience dans l'organisation de levées de fonds. Reconnue comme chef de file dans le secteur à but non lucratif, Mme Eagen démontre de fortes capacités à établir des relations communautaires.

Enfin, à la dernière cérémonie du soir, celle de 19h30, ce sera au tour de Lise Routhier Boudreau, leader communautaire, à prendre la parole. Elle sera à la cérémonie de l'École des médias, des arts et de la communication, Programmes général d'arts et sciences et l'Institut de la technologie. Mme Routhier Boudreau a été élue à la présidence provinciale de l'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO) en 1999 et fut également présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) de 2007 à 2009, après sa carrière en enseignement. De plus, elle fut présidente du conseil d'administration du Centre de la francophonie des Amériques, de mai 2008 à septembre 2009.

  Faites tout avec Scotts. **En savoir plus** [Survez pour en savoir plus](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

6 juin 2012 | *Le Droit*

LA DÉCLARATION DES JEUNES POUR RIO + 20 PRÉSENTÉE À OTTAWA

Des élèves du Collège St-Joseph de Hull ont présenté hier au Parlement fédéral la Déclaration québécoise de la jeunesse pour le Sommet Rio + 20, signée par près de 2 500 jeunes Québécois. Cette « déclaration commune de la jeunesse » demande notamment aux conservateurs de revenir sur leur décision de se retirer du protocole de Kyoto, d'encourager les entreprises à réduire leur empreinte écologique et de mieux contrôler l'exploitation des ressources naturelles. Les signataires se sont mobilisés après que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, ait encouragé les jeunes à souligner les 20 ans du Sommet de la Terre à Rio en 1992.

Article précédent

Article suivant

6 juin 2012 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdefault@ledroit.com

L'ontario « a perdu le cap » sur l'énergie verte

Le gouvernement de l'Ontario a perdu le cap sur sa propre Loi sur l'énergie verte, estime le commissaire à l'environnement de la province, Gord Miller, dans son rapport annuel sur les progrès liés à l'économie d'énergie, déposé hier.



PATRICK WOODBURY, Archives Ledroit

Un rapport déposé hier dénonce le report ou l'abandon de promesses d'économie d'énergie faites par le gouvernement de Dalton McGuinty.

« Trois années après avoir adopté cette loi, bon nombre des promesses d'économie d'énergie n'ont pas été tenues ou, dans le cas des vérifications énergétiques obligatoires avant la vente d'une propriété, elles ont été totalement abandonnées. Au lieu de favoriser une culture d'économie d'énergie, le gouvernement de l'Ontario semble déterminé à ne rien faire », fustige M. Miller.

En renonçant à rendre obligatoires les vérifications énergétiques avant la vente d'une maison, M. Miller dit que le gouvernement prive les Ontariens de renseignements importants alors que le secteur résidentiel représente 21 % de la consommation d'énergie dans la province.

Le chien de garde de l'environnement à Queen's Park note du même souffle que le gouvernement n'a pas encore proposé de nouvelles normes « Energy Star » pour les appareils électroménagers tels que les réfrigérateurs, les laveuses et les lave-vaisselle. De telles normes auraient pu arrêter la vente de produits moins efficaces qui consomment de 20 % à 40 % plus d'énergie, dit-il.

M. Miller dénonce également le report de deux ans de l'interdiction de vendre des ampoules à vis à incandescence « inefficaces », ce que les libéraux de Dalton McGuinty avaient promis de faire cette année.

Mérites du gouvernement

Le gouvernement mérite tout de même d'être félicité, reconnaît M. Miller, pour avoir rendu le Code du bâtiment « plus efficace sur le plan de l'énergie » et pour avoir exigé des municipalités, des conseils

scolaires, des hôpitaux, des collèges et des universités qu'ils rédigent des plans d'économie d'énergie.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

LE PAYS ET LE MONDE

Le maire de Montréal a rencontré la FEUQ

Tremblay demande la reprise des négos

PIERRE-A. NORMANDIN
La Presse

Alors qu'il estime que Montréal continue à faire les frais du conflit étudiant, le maire Gerald Tremblay demande la reprise des négociations suspendues la semaine dernière par le gouvernement. Il a lancé cet appel à sa sortie d'une rencontre avec la présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) qui a tenu à le rassurer sur la poursuite des manifestations au cours de l'été.

«Le maire souhaite un retour rapide à la table des négociations pour régler le conflit le plus rapidement possible», a indiqué une porte-parole, Martine Painchaud. Le cabinet du maire a confirmé hier la tenue d'une rencontre en matinée avec

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

La leader étudiante affirme en entrevue avoir demandé ce tête-à-tête pour défaire certains mythes circulant sur le mouvement étudiant. Non, l'objectif des manifestations n'est pas de nuire à la saison des festivals, a-t-elle assuré.

La FEUQ s'est d'ailleurs dite «préoccupée par les conséquences indirectes que (les commerçants) subissent, conséquences attribuables à l'attitude déplorable que le gouvernement Charest a eue en laissant pourrir le conflit».

Durant la rencontre, Gerald Tremblay a exposé les impacts des manifestations sur l'économie de Montréal et fait part de l'exaspération des Montréalais. Il a également demandé à la lea-

der étudiante que les manifestations respectent la réglementation municipale. La métropole a récemment resserré ses règles encadrant les rassemblements, qui obligent maintenant les orga-

et la FEUQ en a surpris plusieurs puisque Gerald Tremblay avait semblé fermer la porte à une telle rencontre la veille.

«Je n'ai pas de mandat, de quelque nature que ce soit, de me

«Le maire souhaite un retour rapide à la table des négociations pour régler le conflit le plus rapidement possible.»

nisateurs à fournir leur itinéraire huit heures à l'avance et interdisent le port du masque. Ces deux dispositions sont fréquemment bafouées par les marches nocturnes organisées quotidiennement dans la métropole.

Cette rencontre entre le maire

et substituer au gouvernement et de faire des propositions aux étudiants, ou encore au gouvernement», avait-il déclaré en marge d'une conférence de presse, lundi après-midi.

Or quelques heures plus tard, le maire a discuté par téléphone avec Gilbert Rozon qui sortait

d'une rencontre avec les leaders étudiants. Le fondateur du Festival Juste pour rire a alors tendu son appareil à Martine Desjardins qui en a profité pour lui demander une rencontre.

Les deux autres principales associations étudiantes, la CLASSE et la FECQ, n'ont pas été invitées en raison du court délai, explique Martine Desjardins. La nouvelle présidente de la FECQ, Eliane LaBerge, affirme qu'elle aurait accepté de participer à la rencontre si elle avait été invitée, comme à celle avec le fondateur de Juste pour rire. «On s'est rendu compte que différents acteurs avaient besoin d'être rassurés, c'est pour ça qu'on a rencontré M. Rozon. On n'a pas l'intention de perturber les événements, on trouve que ce n'est pas dans notre intérêt de le faire.»

Le professeur sous le costume conteste la validité constitutionnelle du règlement

Anarchopanda contre le règlement antimasque

ANABELLE NICOU
La Presse

Julien Villeneuve, l'homme sous le costume du panda anarchiste des manifestations étudiantes, a déposé hier une requête à la cour de Montréal contre le règlement «antimasque» adopté par la Ville il y a trois semaines.

«On veut que la Cour se penche pour déterminer si le règlement est constitutionnel ou pas. Notre intention, c'est de démontrer qu'il ne l'est aucunement», explique le professeur de philosophie au collège de Maisonneuve, plus connu dans le monde réel et virtuel pour son personnage d'Anarchopanda.

Depuis le début du mois de mai, Julien Villeneuve manifeste sous un costume de panda, carré rouge épinglé au cou. Baptisé Anarchopanda pour la gratuité scolaire, son personnage fait, depuis, sensation dans les manifestations, diurnes et nocturnes, où il tente de câliner les policiers.

Si sa démarche séduit les badauds et les manifestants en plus d'attiser la curiosité des journalistes, elle peut aussi lui valoir des contraventions. Depuis le 18 mai, la Ville de Montréal a adopté le règlement P-6, dont deux articles sévissent contre les manifestations spontanées et le port du masque. Le même jour, la loi spéciale (78) a été adoptée à Québec.

Ainsi, Anarchopanda dit avoir été averti à trois reprises par des policiers lors de manifestations: il est passible d'amendes à cause de son déguisement, en



LA PRESSE CANADIENNE

Julien Villeneuve, l'homme sous le costume d'Anarchopanda, a déposé hier une requête à la cour de Montréal contre le règlement antimasque adopté il y a trois semaines. Il argue que celui-ci est inconstitutionnel.

vertu du règlement municipal. À Montréal, les manifestations nocturnes sont déclarées illégales par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), en vertu du règlement municipal, plutôt que la loi d'exception.

«Je n'ai pas encore eu d'amendes, tant mieux, mais c'est quelque chose que les policiers peuvent décider d'appliquer», croit ce professeur qui a fréquenté l'UQAM et McGill.

La requête en sursis devrait être examinée demain par un juge

de la Cour supérieure de Montréal, en attendant que la Cour se penche sur le fond de l'affaire. «Ce sont seulement les articles relatifs à l'itinéraire et au port du masque qui, dans leur application, briment la liberté d'expression et de réunion pacifique et les droits du citoyen», croit Olivier Roy, avocat-conseil de M. Villeneuve dans cette requête.

«Si la loi pouvait ne plus être appliquée, ce serait merveilleux. Mais sinon, si on regarde au bout de la ligne (si la requête en inva-

lidité est accordée, NDLR), les amendes ne seront plus valides et les gens pourront réclamer des dommages par rapport à ce qu'ils ont vécu», estime l'homme sous le costume de panda.

Depuis ses premières sorties en panda anarchiste et pacifiste, Julien Villeneuve a jalousement préservé son anonymat. Si sa démarche auprès de la justice le pousse à révéler son identité civile, il refuse toujours d'être photographié ou filmé sans son costume.

EN BREF

AMIR KHADIR ARRÊTÉ
DANS UNE MANIF À
QUÉBEC

MONTRÉAL — Le député de Québec Solidaire, Amir Khadir, fait partie de la cinquantaine de manifestants arrêtés ce soir à Québec, a confirmé à La Presse le responsable des communications du parti à Québec, Christian Dubois. Amir Khadir avait rejoint à bicyclette les marcheurs qui déambulaient dans le secteur de la haute ville, sur la Côte de la Montagne, après son travail. La police de Québec a précisé que les manifestants ont été arrêtés non pas en vertu de la loi 78, mais plutôt du Code de la sécurité routière.

Judith Lachapelle, La Presse

PAS D'AIDE FINANCIÈRE
SUPPLÉMENTAIRE POUR
LES CÉGÉPIENS

La prolongation du trimestre d'hiver au-delà du calendrier prévu dans les cégeps entraîne des difficultés financières pour certains cégepiens, allant jusqu'à mettre en péril la poursuite de leurs cours. Le programme de prêts et bourses ne prévoit pas de versements en juin ou en août, ce qui laisse plusieurs cégepiens sans le sou. Pour compenser ce manque, les directions de plusieurs établissements doivent délier les cordons de leurs bourses pour leur venir en aide. Une situation qui inquiète la Fédération des cégeps qui a tenté d'ouvrir la discussion à ce sujet avec le ministère de l'Éducation. Au Ministère, la porte-parole, Esther Chouinard, se limite à dire que les versements sont faits en fonction du calendrier scolaire 2011-2012. Rien ne semble donc prévu pour les élèves qui doivent terminer leur trimestre d'ici au 30 juin.

La Presse

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

6 juin 2012 | *Le Droit* | *Louis-charles Touchet, Gatineau Yvan D'astous, Orléans H. Boivin, Ottawa Nicolas Gilbert, Gatineau Eugène Lavoie, Gatineau Jean K. Laflamme, Duclos*

La population réagit au conflit étudiant

Ce n'est pas clair que la majorité des étudiants demande le gel des frais de scolarité, comme le prétend le correspondant Gilles Parent (« Impasse dans les négociations, vous dites ? », *LeDroit*, 4 juin). Ensuite, même si elle demandait le gel, cela ne leur accorde pas un droit de veto sur les décisions du gouvernement. S'il fallait que nos élus cèdent aux caprices de tous les lobbies, syndicats et autres groupes d'intérêt, le Québec serait ingouvernable. Notre démocratie accorde un mandat limité dans le temps. En contrepartie, les élus doivent livrer la marchandise sans quoi ce mandat risque de ne pas être renouvelé. Nous pouvons exprimer notre mécontentement. Nous pouvons aussi manifester pacifiquement. Nous pouvons même nous adresser aux tribunaux. Mais il faut laisser nos élus terminer leur mandat, préserver la paix sociale et, surtout, respecter nos institutions démocratiques que sont l'Assemblée nationale et les tribunaux. Le correspondant Gilbert Parent (« Impasse dans les négociations, vous dites ? », *LeDroit*, 4 juin) laisse entendre que l'augmentation initiale de 1625 \$ s'était transformée en 1779 \$ sur sept ans. Ce qu'il oublie ici est l'indexation des années 6 et 7 qui fait en sorte que l'augmentation après sept ans est identique pour les deux options en appliquant un taux d'inflation de 2 %. De plus, la facture totale après sept ans sera de 1242 \$ moins élevée avec la nouvelle proposition gouvernementale. Le fait que les étudiants soient aussi férocelement opposés à une hausse des frais de scolarité pourrait s'expliquer par le fait qu'ils n'ont pas la capacité de payer. Alors que la majorité des contribuables trouvent tout à fait juste et acceptable qu'ils soient appelés à payer l'équivalent de ce que leurs parents ont dû déboursier pour leurs études, beaucoup sont d'avis que les étudiants sont de plus en plus pauvres. Si c'est le cas, ne serait-ce pas là l'injustice à laquelle ils devraient s'attaquer ? Pourquoi ne pas indexer les droits de scolarité au coût de la vie et y rajouter une petite augmentation de 3 à 4 % ? Pour cette année, ceci représenterait une hausse de 6 % ou 173 \$, ce qui équivaut à 2,5 jours de travail au salaire minimum. Puis, accepter les propositions des représentants étudiants : diminuer les crédits d'impôt pour les études postsecondaires, ainsi que les crédits d'impôt pour les REEE, de la proportion qui sera requise afin de financer l'augmentation des bourses de 39 millions \$ et les autres améliorations promises. À Montréal, le Festival Juste pour Rire devra organiser un spectacle-bénéfice au profit des opposants à la loi 78 pour éviter d'être perturbé par les manifestations étudiantes. Cela ressemble étrangement à la « taxe de protection » que doivent les certains commerçants menacés par le crime organisé. Je veux bien croire à la démocratie et au droit de parole, mais je m'offusque de l'usage de ce droit par de disgracieux blancs-becs étudiants s'emparant de la voie publique pour faire valoir des droits dont ils abusent. D'évidence pour se faire voir, même si en l'état actuel des choses, ils ne sont guère montrables. Qui sont ces milliers de personnes qui se joignent aux marches étudiantes, qui ne travaillent pas et qui ne font pas grand-chose pour rehausser la productivité de ma province ? Les étudiants ne semblent pas trop préoccupés du dégât qu'ils sont en train de propager. Ces jeunes, qui n'ont pas encore d'emploi et qui ne semblent posséder aucun sens de responsabilité, se gavent de leur piètre sens du soi pour postuler leurs arguments vides de tout sens et de logique. Qu'arrivera-t-il de cette génération ridicule lorsque le moment de vérité se présentera à eux ? Qu'ont-ils appris à l'école ? Nada ?



AGENCE FRANCE-PRESSE

Les manifestations se poursuivent dans les rues de Montréal, contre la hausse des frais de scolarité, ainsi qu'en opposition à la loi spéciale 78. Hier, quelques centaines de personnes ont déambulé pacifiquement.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)



5 juin 2012 15:02 - Affaires générales - Syndicats

Le SEFPO est solidaire avec les étudiants du Québec

TORONTO, le 5 juin 2012 /CNW/ - Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) accorde son appui aux étudiants du Québec, à mesure qu'ils continuent à faire grève pour une éducation accessible.

En faisant appel au premier ministre Jean Charest et au gouvernement libéral du Québec de négocier de bonne foi avec les étudiants, le SEFPO condamne le projet de loi 78 du Québec et demande qu'il soit annulé immédiatement.

« L'accès à l'éducation est un droit humain fondamental et non un privilège, » a déclaré le président du SEFPO, Warren (Smokey) Thomas. « C'est devenu bien plus que les frais de scolarité. Le SEFPO encourage ses 130 000 membres d'un bout à l'autre de l'Ontario à se joindre aux rassemblements de protestation et à rester solidaires avec les étudiants en grève au Québec. »

« L'endettement excessif des étudiants est symptôme d'un problème beaucoup plus vaste de l'inégalité sociale, » a déclaré le vice-président/trésorier du SEFPO, Eduardo Almeida. « L'austérité n'est pas une solution à ce problème. Le financement adéquat de nos services publics est essentiel au succès économique du Canada. »

Le SEFPO se préoccupe profondément de l'introduction du projet de loi 78 par le gouvernement du Québec. Ce projet de loi limite la liberté de rassemblement garantie par la Charte canadienne des libertés ainsi que le droit de grève.

« Il est inacceptable que ce nouveau projet de loi menace les enseignants de poursuites pénales et d'amendes pour avoir accueilli des étudiants en grève ou pour avoir omis de s'acquitter de toutes leurs fonctions normales de travail, » a continué Thomas. « Le projet de loi 78 doit être annulé immédiatement. »

Le SEFPO représente plus de 130 000 travailleurs d'un bout à l'autre de l'Ontario.

Renseignements :
Emily Visser, Communications du SEFPO : 416-557-7936

URL raccourcie <http://cnw.ca/B7U4n>

PROFIL DE L'ORGANISATION

Ontario Public Service Employees Union (OPSEU)



opseu.org/
Toronto, Ontario

[Renseignements sur cet organisme](#)

OPSEU

[Renseignements sur cet organisme](#)

Article précédent

Article suivant

6 juin 2012 | Le Droit | JUDITHJUDITHLACHAPELLE LACHAPELLE RITARITADEVLINDEVLINMARIER
MARIER Lalapresse Presse Avec La Presse Canadienne

Un pied et une main envoyés à deux écoles de Vancouver

Deux écoles primaires de Vancouver ont reçu cet après-midi des colis contenant des restes humains, a annoncé la police locale hier. L'un des colis contenait un pied et l'autre, une main. La police vancouveroise a indiqué qu'il était trop tôt pour identifier la personne à qui appartiennent les membres, mais a confirmé qu'elle était en contact avec le Service de police de la Ville de Montréal, qui pilote l'enquête sur Luka Rocco Magnotta.



LA PRESSE CANADIENNE

Lors d'une conférence de presse, le chef adjoint de la police de Vancouver, Warren Lemcke, a dit que son corps de police se concentrerait sur l'identité de la victime et la provenance des envois.

M. Lemcke ne pouvait pas dire non plus si les colis avaient été expédiés par Postes Canada. « L'enquête n'est vieille que de quelques heures et pour l'instant, il ne m'est pas possible de la lier à quoi que ce soit », a déclaré M. Lemcke.

La main a été découverte à 13 h, heure locale, à l'école primaire False Creek. Plus tard dans l'après-midi, le personnel de la St. George's School a ouvert un paquet contenant un pied, a expliqué la police dans un communiqué.

Des liens mal connus

Les liens qui uniraient Magnotta et la Colombie-Britannique sont, jusqu'ici, Une main a été découverte dans un colis vers 13 h, heure de Vancouver, à l'école primaire False Creek. Plus tard, un pied était découvert à la St. George School. mal connus.

En 2007, alors qu'il était âgé de 24 ans, Magnotta a déposé une déclaration de faillite à Mississauga, en Ontario. La plus grosse dette déclarée était de 6882\$ envers un concessionnaire automobile de

Burnaby, près de Vancouver, selon une compilation publiée hier par le réseau Postmedia.

Le total de ses dettes s'élevait alors à environ 17 000 \$, dont 1400 \$ en factures de téléphonie chez Rogers et Bell, et 2500 \$ en loyer impayé à Toronto. Magnotta devait également 1030 \$ au ministère ontarien des Services sociaux, pour une dette dont la nature n'était pas précisée.

À cette époque, il avait déclaré être employé comme « serveur », mais n'avait aucun revenu.

Plus tôt aujourd'hui en Allemagne, Magnotta ne s'est pas opposé à son extradition au Canada après une brève comparution à Berlin.

Par ailleurs, la police montréalaise a indiqué que d'autres parties du corps de l'étudiant chinois Jun Lin avaient été découvertes dans les ordures du logement de Magnotta. Il manque cependant toujours sa tête, de même que sa main droite et son pied droit.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)6 juin 2012 | *Le Droit*

Un «flash flyée»

J'aime les idées « flyées ». (Définition du mot « flyé » dans le dictionnaire Gratton : inusité, inhabituel, extraordinaire, étrangement amusant.)

Plus c'est « flyé », plus j'aime ça. Et cette année, les organisateurs du Festival franco-ontarien (FFO), le Groupe Simoncic, ont eu une idée totalement « flyée ».

Savez-vous c'est quoi un flash mob ? Non, ne le cherchez pas dans le dictionnaire Gratton. J'ignorais ce terme avant que Nathalie Brunette du Groupe Simoncic m'en parle. Un flash mob, c'est... Tenez, faites comme moi. Allez voir c'est quoi un flash mob sur YouTube. Cherchez « flash mob » et « Chicago », vous allez tout comprendre.

Parce que c'est à Chicago qu'a eu lieu le plus grand flash mob de l'histoire. C'est l'animatrice américaine Oprah Winfrey qui l'a organisé. Le flash mob en question s'est tenu dans le cadre d'un concert du groupe Black Eyed Peas et sur la chanson I Gotta Feeling. Allez voir ça.

Mais... que faites-vous ? Cessez votre lecture, je viens de vous dire d'aller voir quelque chose sur YouTube. Allez ! Je vais vous attendre. Je ne m'en vais pas nulle part. Et la vidéo en question dure à peine quatre minutes. Donc, à tantôt.

Bon. Vous êtes de retour. C'est « flyé », n'est-ce pas ? J'aurais aimé être à Chicago cette journée-là pour voir ça. Ou mieux, pour participer à ce flash mob. Ça semble tellement amusant.

Je vous entends, chers lecteurs sans ordinateur. Vous n'êtes pas plus avancés et vous ne savez toujours pas ce qu'est un flash mob. Alors je vous explique.

Un flash mob se déroule durant un concert, un spectacle. Sur une chanson choisie d'avance, la foule se met à danser. Mais pas juste danser n'importe comment. Tout le monde dans la foule a appris au préalable une chorégraphie. Tout le monde. C'est donc une danse avec des milliers de participants qui exécutent les mêmes pas, les mêmes gestes. Donc imaginez l'effet visuel d'un flash mob. C'est hallucinant. C'est... « flyé ».

Et cette année, le FFO, en collaboration avec l'Université d'Ottawa, NRJ 104,1 et Start Up Dance Ottawa, organise un flash mob pour montrer au monde entier le dynamisme de la communauté franco-ontarienne. Oui, au monde entier. Parce qu'aujourd'hui, avec les médias sociaux, le monde entier est au bout de nos doigts.

Donc comment se déroulera ce flash mob auquel francophones, francophiles, jeunes, vieux, Franco-Ontariens, Québécois, Acadiens, alouette, sont invités ? Et comment y participer ?

Commençons par la première étape. Ce dimanche aura lieu la première pratique du flash mob sur la pelouse du pavillon Tabaret de l'Université d'Ottawa (angle des rues Laurier et Cumberland), de 14 h à 15 h 30.

Apportez votre bandana-passeport du FFO si vous l'avez déjà, ou vous pourrez vous en procurer un sur place au coût de 20 \$. Le bandana sera un accessoire clé dans la chorégraphie.

Voici ce qu'on peut lire sur le site Internet du FFO : « La chorégraphie sera très simple et facile à apprendre. Plus on est nombreux, plus l'impact sera géant ! C'est simple, nous voulons créer un vrai raz-de-marée humain. »

À souligner que tous ceux qui seront présents à la pratique du 10 juin seront éligibles au tirage pour gagner l'une des 10 rencontres VIP avec le chanteurcompositeur-danseur Mohombi.

Vous l'aurez donc deviné, c'est lors du spectacle de Mohombi du 16 juin prochain que se tiendra le flash mob franco. Et Mohombi n'est pas au courant. Lorsqu'il interprétera la version française de son grand succès Bumpy Ride, toute la foule se mettra à danser de façon « chorégraphiée ». Imaginez sa réaction ! Et le tout sera diffusé sur les médias sociaux.

Voici ce que Nathalie Brunette m'a confié l'autre jour dans un courriel : « Si on peut le surprendre d'aplomb (elle parle évidemment de Mohombi) et capter sa surprise, on va avoir de quoi à surfer sur le Web. Et pour le surprendre vraiment, il faut beaucoup de participants. Le monde doit savoir qu'il y a 600 000 francophones en Ontario et voilà une superbe façon de le démontrer. Mais il faut que les gens embarquent. »

Alors, chers compatriotes franco-ontariens (et amis québécois) ? Serez-vous de la pratique dimanche après-midi au pavillon Tabaret ? Ça risque d'être le « fun en tabarouette ». Je dirais même... « flyé ». (Pour de plus amples renseignements, visitez le www.ffa.ca.) Parlant de « flyé »... Connaissez-

vous des collectionneurs « flyés » ? Vous savez ? Ces gens qui sont obsédés par leur collection de... je ne sais pas moi... de chandails de hockey, disons. Ou d'objets Coca-Cola. Ou de jouets antiques. Ou de... n'importe quoi. Des collectionneurs passionnés par leur passe-temps.

Si oui, communiquez avec mon collègue Guillaume St-Pierre. Il prépare une série estivale sur les collectionneurs originaux et passionnés de la région.

Voici son adresse courriel : gstpierre@ledroit.com

Guillaume vous remercie à l'avance.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

CARREFOUR COMMUNAUTAIRE PAPINEAU-BUCKINGHAM

ÇA ROULAIT À L'ÉCOLE ST-MICHEL DE MONTEBELLO



PHOTO COURTOISE

L'activité sportive Vélosixie a regroupé tout le personnel et les élèves de l'école Saint-Michel de Montebello, ainsi que plusieurs parents en mai. L'événement s'est déroulé dans les sentiers du Château Montebello. Les membres de l'équipe du Cégep de l'Outaouais, qui participeront au marathon cycliste de 1000 km du Grand Défi Pierre Lavoie les 15, 16 et 17 juin prochains, ont pédalé avec les élèves.

RELAIS POUR LA VIE SOUS LA PLUIE



JESSY LAFLAMME, LeDroit

Plus de 525 marcheurs ont affronté la pluie vendredi dernier pour amasser de l'argent afin de vaincre le cancer. Au total, on retrouvait 41 équipes. Soixante-trois personnes ont ouvert le Relais avec le Tour des survivants. L'une d'entre elles, Lucie Lacoste-Monfils, a livré un message plein d'espoir à la foule. Une somme de 111 120 \$ a été amassée. Selon la responsable de l'événement, Marie Valence, c'est un peu moins que l'an dernier. Malgré les conditions météo plus hostiles, 1255 luminaires ont été vendus et la moyenne de dons recueillis par marcheur a augmenté de 15 \$.



JESSY LAFLAMME
jlaflamme@ledroit.com
correspondante régionale

LE FANTÔME DE L'AUDITORIUM À LJP

La Troupe des Barres à clous, composée des élèves en art dramatique de cinquième secondaire de l'école Louis-Joseph-Papineau, présente la production *Le fantôme de l'auditorium*, demain à 15h30 et 19h30. Cette création collective absurde a pour thème l'histoire générale du théâtre. L'entrée est gratuite.

BATEAUX INSPECTÉS AU LAC SIMON

Les municipalités de Lac-Simon et Duhamel, ainsi que l'Association des propriétaires de Lac-Simon et la Sûreté du Québec, ont effectué une campagne de sensibilisation contre la vitesse et le bruit excessif des embarcations sur le lac Simon, à la suite de plusieurs plaintes de citoyens et de constats de policiers. Les propriétaires d'embarcations ont pu rencontrer des agents spécialistes en récréotouristique de la Sûreté du Québec. Ces derniers informaient les gens sur la nature des lois et règlements existants sur les plans d'eau tout en faisant l'inspection des embarcations afin de vérifier leur conformité.

BUREAUX DE L'ANGE-GARDIEN DÉMÉNAGÉS

Les bureaux de la municipalité de L'Ange-Gardien sont déménagés officiellement dans la

nouvelle mairie sise au 1177, route 315.

LA GRANDE INVASION À CINÉMABOULE

Cinémaboule invite la population à assister à la projection du documentaire *La Grande Invasion*, en présence du réalisateur Martin Frigon, ce dimanche à 19h30, au Centre d'action culturelle de la MRC Papineau, dans son documentaire, Martin Frigon réfléchit à l'avenir des régions par l'art et la culture, tout en déplorant le grand vide qui sévit autour de la question de l'occupation du territoire au Québec. Les citoyens de la MRC, et plus particulièrement les gens intéressés par le développement et la revitalisation des régions, sont invités à assister à la projection. Discussion et goûter suivront la présentation du film. Le prix pour les membres est de 5 \$ et pour les non-membres de 8 \$.

LA BEAUTÉ SOUS TOUTES SES FORMES

La beauté sous toutes ses formes, une exposition étudiante organisée annuellement en collaboration avec la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées, sera présentée jusqu'au 22 juin au Centre d'action culturelle de la MRC Papineau. Pour une troisième année consécutive, les élèves de l'enseignante Nathalie Robillard, des écoles Providence et J.-M.-Robert de Saint-André-Avellin, présenteront leurs œuvres. Les visiteurs auront la chance d'admirer les résultats de quatre projets présentant divers aspects de la réalité des jeunes. Dans le cadre du projet *Beautés cachées révélées*, on a demandé aux élèves de créer une œuvre médiatique pour dire ce qui les dérange et communiquer un message positif sur la véritable beauté. Le projet *La répétition*

a initié les élèves à l'œuvre de l'artiste néerlandais Escher : chaque élève était invité à réaliser un dessin ou un vitrail inspiré de la technique de cet artiste. Le projet *Quelle expression ? !* incitait les jeunes à créer, à l'aide de papier déchiré, une œuvre représentant des expressions verbales courantes. Pour sa part, le projet *Une touche d'humour* comprenait la réalisation d'une affiche publicitaire pour annoncer un produit fictif cocasse. Un vernissage festif, en présence des jeunes exposants, se déroulera aujourd'hui de 17h30 à 19 h.

AGA D'ACTU-ELLE

Le Centre Actu-Elle invite la population à sa 28e assemblée générale annuelle, le jeudi 14 juin à 17 h, dans ses locaux du 501, rue des Pins (secteur Buckingham). L'activité surprise « Un arbre au féminin » se tiendra dès 16 h 30. Afin de participer à la vie associative du Centre et d'avoir droit de vote, des cartes de membres seront en vente le soir même, sur place, au coût de 1 \$. Veuillez confirmer votre présence avant le lundi 11 juin 2012 au actuelle@videotron.ca ou au 819-986-9713.

L'ARTISTE PAULINE TAMBEAU S'EXPOSE

Pauline Tambeau présente sa nouvelle collection de tableaux fusain et pastel au Café des Artistes de la Lièvre, à Buckingham, jusqu'au 30 juin. Native et résidente de Buckingham, Pauline se réjouit d'exposer ses créations artistiques. Ses œuvres s'inspirent de son désir d'expression, de vision et d'affirmation de soi. Les heures d'ouverture sont du mardi au samedi, de 11 h à 21 h. Pour plus d'informations, téléphonez au 819-281-1987 ou visitez le www.cdadelalievre.com.

LEDROIT, LE MERCREDI 6 JUIN 2012

NOTRE SUPER OFFRE EST DE RETOUR !

Jusqu'au 30 juin profitez d'un financement à 0%**

0% WOW!

12-24-36 MOIS

FINANCEMENT**
ACCOMPTE = TAXES
SUR APPROXIMATION DE CREDIT

cubcadet.ca

NOUVEAU
PROPULSÉ PAR
HONDA

CC 100H
Honda® 160 cc, 21"
Éjection latérale /
ens. déchargeage
Ajustement 6 positions

SEULEMENT 299⁹⁵\$

LTX 1040
Kohler® 19 HP* 597 cc OHV
Plateau de coupe de 40"
Transmission CVT auto.
PDF manuelle

SEULEMENT 83¹³\$
PAR MOIS SUR 24 MOIS**

RZT 5 42
Kohler® Courage®
725 cc OHV 22 HP*, 2 cyl.
Plateau de coupe de 42"
Transmission double
Hydro-Gear® EZT
4 ROUES DIRECTIONNELLES

SEULEMENT 133³³\$
PAR MOIS SUR 24 MOIS**

EXCLUSIVITÉ CUB

GATINEAU
Petit Moteur R.P.M.
Tél. : (819) 986-3787

GATINEAU
Service de Réparation Aylmer Inc.
Tél. : (819) 684-8446

MANIWAKI
Anatole Gagnon & Fils Inc.
Tél. : (819) 449-2000

ST-ANDRÉ AVELLIN
Les Équipements St-André
Tél. : (819) 983-2229

*Puissance évaluée par le fabricant du moteur. **Taxes et montage en sus. Financement sujet à approbation du crédit. Acompte = taxes. Les financements de 0% sur 12, 24 et 36 mois sont valables jusqu'au 30 juin 2012. Certaines conditions peuvent s'appliquer. Financements disponibles : 0% - 12 mois sur modèles de 1200 \$ et plus, 0% - 24 mois sur modèles de 1700 \$ et plus, 0% - 36 mois sur modèles de 7000 \$ et plus. Voir détails chez votre concessionnaire Cub Cadet participant. Sont exclus de la promotion : tondeuses, accessoires et souffleurs. Tous modèles, caractéristiques et prix sujets à modifications sans préavis. Quantités limitées, jusqu'à épuisement des stocks. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Pour obtenir des renseignements complets sur les garanties, consultez votre concessionnaire indépendant Cub Cadet. Les photos peuvent différer.

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.880.4040 Intern: 800.836.4394
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

[Article précédent](#)[Article suivant](#)*6 juin 2012 | Le Droit**CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com*

Mgr André Drouin a rendu l'âme

Mgr André Drouin, qui a été curé de la paroisse Sainte-Anne d'Ottawa pendant 30 ans, est décédé lundi soir d'un cancer.

Né dans la Basse-Ville d'Ottawa en 1934, Mgr Drouin a été ordonné prêtre en 1958 et il a été nommé prélat d'honneur par le pape Jean-Paul II, en 1996. Durant sa carrière, il a aussi été vicaire régional et il a occupé le poste d'aumônier de plusieurs groupes et associations, tels que les Chevaliers de Colomb, les Filles d'Isabelle, le Régiment de Hull et les sociétés Saint-Vincent de Paul. En 2011, l'Université Saint-Paul d'Ottawa lui a décerné le titre d'Ancien de l'année pour l'ensemble de sa carrière.

Auprès des négligés

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

6 juin 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com

Levée de boucliers dans l'est d'Ottawa

Construction d'un nouveau pont interprovincial

Des élus de l'est d'Ottawa reviennent à la charge pour empêcher la construction d'un sixième pont interprovincial dans leur cour, alors que la Commission de la capitale nationale (CCN) lance une nouvelle ronde de consultations publiques.



PATRICK WOODBURY, Archives Ledroit

Des élus de l'est d'Ottawa préfèrent attendre l'arrivée du train léger à Orléans, après 2018, avant d'étudier les options disponibles pour un nouveau pont interprovincial.

Le député provincial Phil McNeely réclame la suspension immédiate de l'évaluation environnementale des trois corridors suggérés pour le futur pont entre Ottawa et Gatineau. L'élu d'Ottawa-Orléans dit qu'il est préférable d'attendre l'avènement du train léger de la Ville d'Ottawa jusque dans le secteur Orléans, après 2018, pour ensuite réévaluer les besoins de la région de la capitale nationale en matière de transport.

La CCN lorgne trois corridors : un à la hauteur de l'île Kettle et les deux autres à la hauteur des îles Duck, sur la rivière des Outaouais. Le premier corridor suivrait le tracé le plus densément peuplé de la promenade de l'Aviation, à Ottawa, tandis que les deux autres traverseraient le secteur du ruisseau Green, dans la Ceinture de verdure.

« L'endroit où ils décideront de construire un pont n'a pas vraiment d'importance. Que l'on choisisse l'un ou l'autre de ces corridors, on créera un cauchemar pour les résidents de l'est (d'Ottawa) à moins qu'un tableau d'ensemble ne soit préalablement soumis », fait valoir M. McNeely.

« Pas de pont avant le train léger », ajoute-t-il.

« Au profit » des Gatinois

Un nouveau pont soulagerait la Basse-Ville d'Ottawa d'environ 2000 camions par jour. Il simplifierait également les déplacements de milliers d'automobilistes gatinois vivant à l'est de la montée Paiement. Ces véhicules viendraient toutefois s'ajouter à la congestion sur la route régionale 174 et à la jonction de l'autoroute 417, ce qui est loin de plaire à M. McNeely.

« Ce dont nous parlons est la construction d'un pont au profit des gens de Gatineau qui annulera tous les bienfaits de l'élargissement de la route 174 et de l'amélioration de l'échangeur 417/174 », dénonce-t-il.

Les conseillers municipaux Stephen Blais et Bob Monette s'opposent pour leur part à ce qu'un pont traverse le ruisseau Green, « étant donné l'impact négatif de cette option sur tous les résidents de l'extrémité est de la ville et ses effets destructeurs sur l'environnement ». Les deux élus optent pour le corridor de l'île Kettle bien que M. Blais, à l'instar de M. McNeely, soit d'accord pour tout mettre sur la glace jusqu'à l'avènement du train léger à Orléans. Une consultation publique avait lieu à Gatineau, hier soir, et une autre aura lieu au Centre des arts Shenkman, à Orléans, le 12 juin, de 15 h à 21 h.

La CCN doit arrêter son choix sur un des trois corridors étudiés en 2013.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

6 juin 2012 | *Le Droit* | **LOUIS-LOUIS-DENISDENISEBACHER EBACHER**
ldebacher@ldebacher@ledroit.ledroit.com com

Servir la science après sa mort

L'université d'Ottawa remercie ceux qui ont donné leur corps à la science

Les étudiants en médecine de l'Université d'Ottawa ont besoin à chaque année d'une soixantaine de cadavres pour apprendre le fonctionnement de la machine humaine. En touchant la chair, les os et les organes humains, ils comprennent l'essentiel de la médecine. « On travaille avec des humains, pas avec des corps », résume l'étudiante Marissa Lepage.



PATRICK WOODBURY, *Ledroit*

Une cérémonie en l'honneur des gens qui ont donné leur corps à la science a eu lieu, hier, au cimetière Pinecrest, en présence de responsables de l'Université d'Ottawa, d'étudiants et de proches.

Hier, les responsables de la Faculté de médecine de l'Université d'Ottawa, des étudiants, ainsi que des proches de défunts qui ont donné leur corps à la science, se sont réunis au cimetière Pinecrest. En procédant à une courte cérémonie en l'honneur des donateurs, ils ont voulu rappeler l'importance de tels gestes pour faire avancer la science et améliorer la qualité de vie de ceux qui sont toujours de ce monde.

« C'est un cadeau qu'ils nous ont fait, explique Marissa Lepage. Pour les familles, ça peut être difficile d'accepter qu'un parent veuille léguer son corps à la science, parce qu'ils n'ont pas la chance de faire leur deuil avec la dépouille. Je pense qu'avec ce sacrifice, il nous faut être reconnaissants du cadeau. »

Un outil « puissant »

Le doyen de la Faculté de médecine de l'Université d'Ottawa, Jacques Beadwejn, constate qu'aucun mannequin ni programme de réalité virtuelle n'est aussi efficace qu'un cadavre pour former des chirurgiens et des médecins. « Chaque corps a son histoire, ses maladies, explique-t-il. Il n'y a pas

d'outil plus puissant que l e corps humain pour apprendre. »

Les étudiants, observe l e doyen, réussissent à maîtriser leurs émotions grâce à leurs interventions en laboratoire, devant un cadavre. « Ce qu'ils font auprès du corps, c'est touchant. La médecine, c'est plus qu'une structure. C'est aussi de l'empathie et de la compassion, le sérieux et l'humanité de la maladie. »

La famille du donateur, insiste M. Bradwejn, a son mot à dire dans le processus. Les corps sont incinérés individuellement et les cendres sont remises à la famille, qui en dispose comme elle le désire.

La cérémonie d'hier a fait une place aux proches des donateurs. Kathy Delany, f ille de Dorothy et de William Delany (décédés en 1974 et 2001), a tenu à remercier ses parents pour le geste qu'ils ont posé en faveur de la science.

« Aujourd'hui, j'entends leurs noms. Ce sont des gens qui ont toujours voulu aider les autres. Son corps cancéreux a été donné à la science et c'était son souhait. Mon père a ensuite demandé que ses cendres soient versées sur une pente de ski et dans une baie, à Vancouver. Merci à vous, les étudiants, pour vos longues heures en classe, en laboratoire et à la bibliothèque. Merci pour votre respect envers les corps. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *6 Jun 2012* | *Ottawa Citizen*

Ontario anti-bullying bill faces final vote

Premier Dalton McGuinty says he's convinced Catholic schools and parents will soon come to accept the provisions of the government's anti-bullying legislation. Catholic educators and church leaders oppose the bill because they say it requires schools to allow students to call anti-homophobia clubs gay-straight alliances if they wish. McGuinty says the issue of protecting kids from bullying transcends all faiths and partisan politics. He says Catholics will understand the true significance of

the bill is to build a stronger, more cohesive society. The Conservatives say McGuinty used the anti-bullying bill to intentionally trigger a debate over the funding of Catholic schools that they believe Ontarians do not want to have. The New Democrats will support the Liberals when the bill comes up for third and final reading Wednesday (just before noon). NDP leader Andrea Horwath was concerned the original bill would have allowed schools to ban the use of the word gay in the titles of student clubs.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *6 Jun 2012* | *Ottawa Citizen* | *MATTHEW PEARSON*

Board calls special meeting to debate funding plan for aging schools

The city's public school board will hold a special meeting Wednesday night to decide whether to lobby the province to expand the use of development charges so it can pump more money into aging schools located in parts of the city where infill developments are on the rise.

Currently, the Ottawa- Carleton District School Board and its counterparts raise funds through the Education Development Charge for the purchase of land to build new schools. However, this fund can't be used for the buildings themselves, nor for renovating existing schools located in parts of the city where intensification and in-fill developments are on the rise.

That should change, according to trustee Pam FitzGerald, whose motion is the sole item on the special meeting's agenda.

The reason for that is the agenda for the board's June 12 meeting is too packed, so a majority of trustees supported FitzGerald's call for a special meeting where the issue could be discussed.

If passed, the motion will direct board chairwoman Jennifer McKenzie and OCDSB director of education Jennifer Adams to write a letter to the minister of education, the minister of infrastructure and the premier requesting that the scope of the EDC be expanded to include a portion of the cost of buildings as well as land in growth areas and also a portion of the refurbishment cost of existing schools in intensifying development areas.

The motion would also call on the Ontario Public School Boards Association to adopt a similar motion in an effort to build provincewide support for the proposed change.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)[Next Story](#)

Article rank | 6 Jun 2012 | Ottawa Citizen | DAVID WARREN David Warren's columns appear Sundays, Wednesdays and Saturdays.

Let's just defund all education in Ontario

Nobody, absolutely nobody, has proposed to tolerate schoolyard bullying in any form.

It is interesting to watch Ontario's bogus campaign against schoolyard bullying unfold. Not "interesting" in the sense of edifying, or even entertaining, for it is a grim business from start to finish, as ever when activists use the political system to demonize, then destroy their opponents. I was instead alluding to the old Chinese curse: "May you live in interesting times!"

I wrote previously on this topic, Dec. 11, and for my trouble, got a good taste of what anyone who resists the "progressive" juggernaut can expect. Read, for instance, Warren Kinsella's attack on me in the

Toronto Sun, a couple days later which, in addition to misrepresenting what I wrote, added casual insinuations about "homophobia" and the like. His rumbling train of non sequiturs concludes in a gesture of self-adoration, as he fantasizes about rescuing me, and my colleague Christie Blatchford, from some mob of bullies, "just to see the looks on their faces."

Question: who would those bullies be? My first guess would be the commenters on his blog, who after uttering their ritual "amens" to attacks on me and every other writer Kinsella says is not worth his attention, pour their own aggression and obscenities into the broth.

For something more recent, try Janice Kennedy's Saturday piece. In a nutshell it rants against "Benedict-type Catholics." (Imagine: Catholics loyal to the Pope!) To my reading there were no arguments, only smears, but an agenda was nevertheless being advanced. We are getting beyond imposing "GayStraight Alliances" on Catholic schools that don't want them, for the obvious reason that they are designed to subvert Catholic teaching on sexual morality. We are now instead discussing the defunding of the whole Catholic school system — because it is Catholic.

Or rather, "Benedict Catholic." Which it isn't. As Kennedy herself elsewhere acknowledges, the difference between the Catholic ("Separate") and Protestant ("Public") provincial school systems, which was significant in the past, is only nominal today. The provincially-imposed curriculum is the same, and the ap-proaches to teaching are interchangeable. Indeed, for reasons I have vouched over the years, I should like to take Kennedy one step farther, and defund both catastrophically failed systems.

The Evangelical Fellowship of Canada, other "socially conservative" institutions, and various semiorganized groups of concerned parents are also among the opponents of Ontario's Bill 13, being pressed home by the minority Liberal government with the enthusiastic support of the NDP. But they were not the immediate targets of this activist legislation, which conflates schoolyard bullying with the tiny minority of cases in which the victim can be presented as "LGBTTIQ" (lesbian, gay, bisexual, transgender, transsexual, two-spirited, intersex, queer and questioning).

The bull's-eye target is the Roman Catholic Church, and its nominal control over Catholic schools, as the media assault has made clear. Witness for example a main headline in the Toronto Star, "McGuinty tells Catholic Church he's in charge." Those others will be left to the mopup operation.

That is why their testimony has been ignored, while an extremely reasonable, consistently understated statement from Toronto's archbishop, Tom Collins, explaining why the legislation was unnecessarily divisive, was singled out for a show of fake outrage.

Nobody, absolutely nobody, has proposed to tolerate schoolyard bullying in any form; and anyone who has the patience to consult the Catechism of the Catholic Church — that manifesto of 20 centuries of "Benedict Catholicism"— will discover that the abuse of homosexuals, or persons of any conceivable sexual orientation, at any age or in any circumstance, is explicitly condemned.

The issue was rather over the use of the bureaucratic sledgehammer of state power, to intervene in

an issue that is by its nature entirely local, and requires tactful human judgment.

It is the same sledgehammer that has been used to impose uniform mediocrity throughout the province's schools, crushing the teaching vocation under the constantly increasing weight of "administration."

The separate existence of a Catholic school system is a legacy of the past, under constitutional protection that has been consistently upheld in the courts. Getting rid of it is impossible. But defunding might be politically feasible as a way to obviate that legacy, and force a merger of the two systems in practice.

Note what it would actually involve. The money for Catholic schools comes out of the pockets of Catholics and others who prefer it. This is appropriated by the province, which then declares its own unlimited authority, thereby politicizing every aspect of educational enterprise. "Policy" now rules, and one Procrustean size fits all. The policies are in turn increasingly dictated by the "experts" — in reality, the best organized lobbying forces, advancing agendas which often have nothing to do with education, and everything to do with ideology.



The losers in this bargain are the parents, the children, and the teachers. All are now answerable to the edicts of the state; none trusted to the light of their own good faith and conscience.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

- Schools, Education

The Ottawa public board's policies pertaining to student evaluation:

In high school, a failing grade is one that falls between "0% and 49%" — clearly including zero.

A student can get a zero in one of three possible ways — when the mark deduction for lateness brings them down to zero, the work isn't handed in, or the work is that of someone else.

Work not handed in includes assignments, tests, projects and exams.

When a zero is awarded, the student still has options.

According to board policy, the teacher will "provide, where appropriate, additional support to the student (ex. credit recovery); and communicate with the parent(s) and/or guardian."

Plagiarised work isn't even to be considered for evaluation and students are cautioned at the start of the year about what they call "academic fraud."

"Fraudulent work provides zero evidence of a student's knowledge or skills related to the expectations being evaluated.

A mark of zero will represent the student's absence of evidence of that learning," according to the policy.

The primary purpose of evaluation is to improve student learning.


UHDGHU *#R P P HQWV##

By adding a comment on the site, you accept our terms and conditions and our netiquette rules.

VSRQVRUHG #DQNV#

Autonet.ca
Need a new car?
 Autonet.ca has thousands of vehicles to choose from.
 Shop locally for deals

Autonet.ca
Looking for a used car?
 Autonet.ca has thousands of vehicles to choose from.
 Save \$\$\$ on a vehicle


Dynasty Flooring Ltd
 Visit Ottawa's Largest Flooring Design Centre
 Come in Today!



[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 6 Jun 2012 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON mpearson@ottawacitizen.com
twitter.com/mpearson78

School bus authorities fear calls when Presto cards appear

Hasty implementation could be a hassle, OSTA says

The introduction of OC Transpo's new Presto card program is proving to be a hassle for the agency responsible for providing busing to thousands of students, the president of the Ottawa Student Transportation Authority said Tuesday.

In a letter to Transit Commission chairwoman Diane Deans, OSTA president John Shea said delaying the full implementation of the new program for school-age children would save both it and OC Transpo from receiving "hundreds of phone calls from upset and confused parents come September if new initiatives are implemented in haste."

"Delaying the implementation would allow OSTA the opportunity to better communicate the changes to our student population and in fact enhance consumer confidence in your services," the letter said.

According to Shea, OC Transpo wasn't initially planning to roll out the program for students until early next year, but has since moved up the starting date.

Four schools in Ottawa will be part of a pilot program starting in September, while the rest of the schools in the city will transition from monthly passes to the plastic card on Nov. 1.

OSTA, the transportation authority that manages busing for about 38,000 English Catholic and public school board students, received more than 24,000 calls last September, and would likely have received many more had the full Presto roll out gone ahead, Shea said.

"We can't afford to multiply that by however many thousands of call because of Presto," he said, adding OSTA had been left on its own to figure out how the rollout should work.

"The onus has been on us to develop the program, but it's their program," Shea said.

OSTA's letter claims buying the Presto cards, registering each individual online and taking away a small commission for distributing OC Transpo's fare media will increase its annual costs by about \$100,000.

"The irony that Presto is being brought forward as a less expensive and more efficient way of operating public transit is not lost on the OSTA board of directors," the letter said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

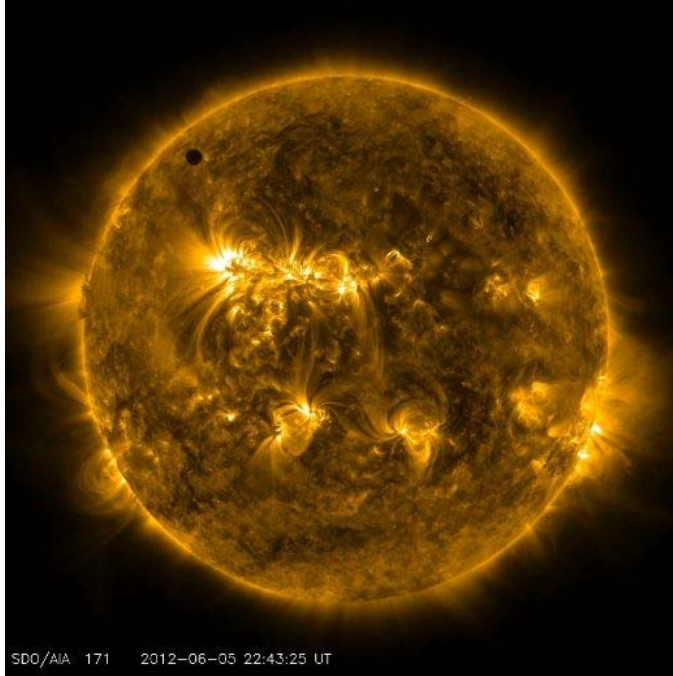
Ynxv#d#w#k#zq;0#v#h#p#r#y#h#f#u#w#k#zq;

IRENE KLOTZ, REUTERS

FIRST POSTED: WEDNESDAY, JUNE 06, 2012 12:19 AM EDT | UPDATED: WEDNESDAY, JUNE 06, 2012 07:29 AM EDT

Ynxv#d#w#k#zq;0#v#h#p#r#y#h#f#u#w#k#zq;

IMAGE: 1 OF 19



SDO/AIA 171 2012-06-05 22:43:25 UT

6#h#l

Handout image courtesy of NASA shows the planet Venus at the start of its transit of the sun, June 5, 2012. (REUTERS/NASA/AIA/Solar Dynamics Observatory/Handout)

2

1

Report an error

U#o#h#g#v#w#k#zq#

- Venus and Jupiter have a close encounter
- Millions to be able to see Venus in early June: Astronomer
- Skywatchers prepare for rare Venus fly-by

CAPE CANAVERAL, Fla., -- The planet Venus made a slow transit across the face of the sun on Tuesday, the last such passing that will be visible from Earth for 105 years.

Transits of Venus happen in pairs, eight years apart, with more than a century between cycles. During Tuesday's pass, Venus took the form of a small black dot slowly shifting across the northern hemisphere of the sun.

Armchair astronomers watched the six-hour and 40-minute transit on the Internet, with dozens of websites offering live video from around the world.

Closeup views from the Prescott Observatory in Arizona, fed into Slooh.com's webcast, showed a small solar flaring in the

making just beneath Venus' sphere.

Tuesday's transit, completing a 2004-2012 pair, began at 6:09 p.m. EDT (2209 GMT).

Skywatchers on seven continents, including Antarctica, were able to see all or part of the transit. Even astronauts aboard the International Space Station joined in the spectacle.

"I've been planning this for a while," space station flight engineer Don Pettit said in a NASA interview. "I knew the transit of Venus would occur during my rotation, so I brought a solar filter with me."

It's not all about pretty pictures. Several science experiments were planned, including studies that could help in the search for habitable planets beyond Earth.

Telescopes, such as NASA's Kepler space telescope, are being used